

Pour améliorer le service public RER des solutions existent !

Le 19 février dernier, dans la grande gare du pôle multimodale Massy-Palaiseau, le Front de gauche est venu à la rencontre des **usagers** du RER B. Cette gare a la particularité de faire communiquer les lignes B et C du RER, vers Paris et vers la ligne D.



Les élus : **François Delapierre, Pascale Le Néouannic et Marie Pierre Oprandi** ont pu témoigner de leur engagement en distribuant et donnant de la voix devant des usagers heureux qu'il

leur soit accordé un peu d'intérêt, **les syndicalistes nous ont apporté également leur soutien.**

Nous avons à cœur de rappeler que le RER n'est pas une marchandise mais un bien d'intérêt public. Nous proposons **le tarif unique zones 1 et 2 pour tout le réseau**. Et nous exigeons également des moyens pour entretenir et améliorer le réseau dans l'intérêt des usagers de tous les jours.

Nos Solutions

Afin de se donner les moyens d'améliorer le transport nous faisons **la proposition** que les entreprises qui bénéficient du transport de leurs salariés et qui à ce jour versent une

taxe (versement transport) variant de 1,4 % à 2,6 % soient taxées à hauteur de 2,6 % (recettes attendues : 800 millions d'euros).

Cette demande a purement été rejetée par le gouvernement et le Parti socialiste.

D'autre part, avec un investissement de seulement 10 % de celui des lignes du Grand Paris nous pourrions permettre le financement du chantier doublement du tunnel entre Châtelet et Gare du Nord. Cette réalisation permettrait aux 900 000 voyageurs de la ligne B et 600 000 voyageurs de la ligne D de voir leur capacité de transport, à heure de pointe, augmenter au minimum de 30 %. C'est une réalisation totalement envisageable à court terme.

Il nous faut dénoncer ce manque de courage politique. Tout est fait pour nier l'évidence : servir la finance nous appauvrit. **Nous voulons que la richesse soit humaine** et réponde aux besoins de ces milliers de femmes et d'hommes qui, tôt le matin, se rendent au travail et, tard dans la soirée, regagnent trop souvent péniblement leur domicile. Les **usagers** de la ligne C sont venus à notre rencontre afin d'exiger une action similaire sur leur ligne.



Myriam MARTIN (GA) et Jean-Luc MELENCHON (PG)

Juin 2013

POUR UNE ALTERNATIVE POLITIQUE DE GAUCHE À L'AUSTÉRITÉ

Les élections municipales auront lieu en mars 2014, après deux années **d'austérité de « gauche »**. De la signature d'un traité européen, copie conforme du traité « Merkozy », à l'ANI en passant par les cadeaux au patronat, et l'absence de moyens alloués à la réforme des rythmes scolaires, c'est le social libéralisme austéritaire qui se déploie aujourd'hui à visage découvert.

A Villeneuve Sur Lot, ce n'est pas uniquement le rejet de Cahuzac qui s'est produit lors du premier tour de la législative partielle, mais également le **désaveu** d'une politique libérale et le ras le bol d'un système à bout de souffle qui ont tout deux **démobilisé les électeurs** et ainsi favorisé la droite et son extrême. Les échéances municipales seront donc le premier test national pour l'équipe au pouvoir. Elles se dérouleront d'ailleurs en pleine « réforme » des retraites. **Une fois encore, rien ne change pour les salariés : ils devront travailler toujours plus s'ils ne sont pas des chômeurs dès 50 ans**. Les réformes antidémocratiques successives, et la logique même des institutions de la Vème République, laissent des marges de manœuvre limitées aux collectivités territoriales que l'acte III de décentralisation veut encore réduire.

Mais une autre gauche existe, qui lutte contre l'austérité, qui a des solutions concrètes à proposer pour ici et maintenant, des orientations et des choix radicalement différents. Le FdG est porteur d'une alternative à gauche et nous souhaitons soumettre au suffrage du peuple une route distincte, tant au niveau national qu'en ce qui **concerne la gestion des municipalités**. Nous souhaitons que cette démarche s'inscrive dans une liste indépendante de la ligne du gouvernement. Le PS défend une politique qui n'est pas compatible avec le projet et les ambitions qui sont les nôtres. Face à des « délégations de service public »,

forme masquée de privatisation qui contribue à la marchandisation des biens communs tels que l'eau, **nous répondons** gestion en régie publique et gratuité des premiers mètres cubes indispensables aux besoins humains.

Il nous faut défendre une politique différente, en toute autonomie. Si tel n'était pas le cas, nous laisserions le FN en position de bénéficiaire seul du mécontentement et d'incarner l'alternative politique. Pourtant, nous savons que ce parti est au service de l'oligarchie, déposant plusieurs amendements à l'assemblée, notamment contre l'amnistie sociale et contre l'interdiction des licenciements boursiers, ou visant à diminuer les impôts des grandes entreprises. Sur les contrats de générations, ils défendent même un amendement qui supprime les pénalités financières pour les grandes entreprises. Notre objectif est de battre la droite et l'extrême droite, notamment dans une échéance électorale où la porosité entre les deux risques de se faire jour de manière flagrante. Dans ce cadre, nous affirmons notre volonté de fusion des listes de gauche au second tour, à condition que cela n'implique pour nous une quelconque obligation de solidarité de gestion.

En abandonnant cette position, nous abdiquerions du combat politique qui consiste à construire une liste autonome à gauche offrant un large bloc social et politique **autour d'un programme contre l'austérité**. Nos élus et élus pourront défendre leur programme en toute indépendance par rapport aux majorités issues de ces fusions techniques. La participation aux exécutifs est cependant du ressort de chaque composante politique des listes.

MASSY

RÉSISTER LOCALEMENT AUX POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ

L'Europe entière est balayée par les politiques d'austérité et hélas, le gouvernement a choisit de relayer ces politiques dans notre pays. **Localement**, les conséquences sont aussi dévastatrices : baisse des dotations d'État en faveur des collectivités, mise en concurrence des territoires, privatisation des services publics locaux, augmentation des tarifs payés par les habitants...

Résister localement à l'austérité, cela signifie tenir bon sur les investissements. Les collectivités locales doivent assumer leur responsabilité dans la relance sélective de l'économie, et produire les équipements dont la population a besoin, dans le respect des impératifs écologiques, et résultant de choix démocratiques – à l'opposé des grands projets inutiles imposés.

Résister localement à l'austérité, cela signifie tenir bon sur le fonctionnement. Plus la population souffre de la crise, plus elle a besoin que la puissance publique organise la solidarité, développe de nouveaux services publics accessibles à tous, voire développe des espaces de gratuité (première tranche de quotient pour la restauration scolaire par exemple).

Résister localement à l'austérité, cela signifie coopérer et mutualiser entre territoires face aux banques et aux grands groupes privés.

Résister localement à l'austérité, cela signifie privilégier une gestion publique donnant place à l'intervention des usager-e-s, plutôt que les délégations de services public accordées aux grands groupes. Nous voulons notamment une régie publique de l'eau, re-municipaliser certains services tel l'entretien des locaux,...

Résister localement à l'austérité, cela signifie favoriser la relocalisation de la production, aider à monter des coopératives, participer à la création de SCIC, développer des structures d'insertion.

